



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le Comité d'histoire du ministère de la Culture (1993-2023)



30 ans

TRENTE ANS AU SERVICE
DE LA RECHERCHE EN HISTOIRE
DES POLITIQUES CULTURELLES

Le Comité d'histoire du ministère de la Culture (1993-2023)

TRENTE ANS AU SERVICE
DE LA RECHERCHE EN HISTOIRE
DES POLITIQUES CULTURELLES



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Comité d'histoire
du ministère de la Culture

Sommaire

I – 1993 : CRÉATION DU COMITÉ D’HISTOIRE	7
Un territoire pour l’histoire	7
II – MISSIONS ET COMPOSITION	9
III – LA RECHERCHE	10
Les séminaires de recherche	10
Les colloques, journées d’étude et tables rondes	13
Les « archives orales » : un programme entrepris depuis 1994	21
Les grands thèmes	23
Les publications	28
IV – L’ACTION DU COMITÉ VERS LES AGENTS DU MINISTÈRE	30
Le ministère de la Culture hier et aujourd’hui	31
V – LE SOUTIEN À LA RECHERCHE	33
Le prix de thèse « Valois »	33
VI – LES COLLABORATIONS DU COMITÉ D’HISTOIRE	35
Les liens avec les autres comités d’histoire	35
Les collaborations avec les lieux de conservation d’archives	37
VII – LE RAYONNEMENT DU COMITÉ D’HISTOIRE	38
Le site internet et les contenus numériques	38
Des instruments de recherche en ligne : les guides des sources	39
La radio	40
VIII – PROGRAMMATION 2023	42
Séminaires et colloques	42
Publications	43
Focus sur l’histoire et les travaux du Comité d’histoire	43
Composition du Comité (septembre 2022)	44



Créé en 1993 sous le ministère de Jack Lang, le Comité d'histoire aura 30 ans en 2023. Il est né de la conviction de son fondateur Augustin Girard, ancien chef du Service des études et de la recherche au ministère (actuel DEPS), qu'une administration se doit de réfléchir sur elle-même, sur son passé et ses racines, pour comprendre son présent et pré-

parer l'avenir. Le Comité s'efforce depuis de traduire cette exigence dans l'ensemble des travaux de recherche qu'il mène ou soutient sur l'histoire des politiques publiques de la culture et des institutions culturelles.

Ce 30^e anniversaire est l'occasion de mettre en lumière les travaux menés par le Comité depuis sa création, par un programme de manifestations et de publications s'échelonnant tout au long de l'année, auquel se rattache la présente plaquette, établie par David Fouqueray, chargé d'études documentaires au secrétariat général du Comité d'histoire, avec le concours de Geneviève Gentil et celui de Dominique Jamet, correspondante du Comité.

Sans viser à l'exhaustivité au regard de l'ampleur des travaux menés depuis trente ans, ce fascicule retrace fidèlement, en les rangeant par objet et mode d'intervention, l'activité multiforme du Comité d'histoire et ses productions éditoriales et documentaires, dont il présente un large échantillonnage, en privilégiant celles qui sont toujours disponibles, en librairie, en ligne ou en consultation dans les locaux du Comité d'histoire.

Assorti d'informations sur la création, la composition et le mode de fonctionnement du Comité ainsi que sur les autres manifestations du 30^e anniversaire, ce bilan se veut aussi un hommage respectueux au fondateur de cette institution, Augustin Girard, qui a œuvré sans relâche au soutien de la recherche de haut niveau sur les politiques publiques de la culture, en y contribuant d'ailleurs lui-même par sa propre activité de chercheur, de penseur et de théoricien de l'action culturelle publique, qui a été retracée par le bel ouvrage que Guy Saez et Geneviève Gentil lui ont consacré et que le Comité a publié en 2011 à La Documentation française*.

Au nom du Comité, je remercie les personnes qui ont œuvré à la réalisation de cette plaquette ainsi que le ministère de la Culture, et tout particulièrement son secrétariat général, dont le soutien sans faille, depuis 1993, nous a permis de remplir notre mission. Mes remerciements et mes pensées vont aussi à tous les membres successifs du Comité et à tous ses agents et bénévoles, encore présents parmi nous ou aujourd'hui disparus, qui ont fait vivre notre institution et construit sa réputation et son rayonnement au sein de la recherche française.

Maryvonne de Saint Pulgent
Présidente du Comité d'histoire

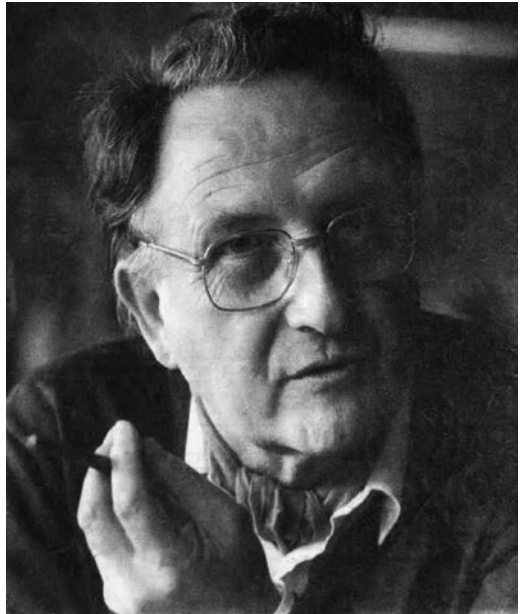
* Guy Saez (conseiller scientifique), Geneviève Gentil et Michel Kneubühler (coord. éditoriale), *Le Fil de l'esprit. Augustin Girard, un parcours entre recherche et action*, Paris, La Documentation française, 2011.

I – 1993 : CRÉATION DU COMITÉ D'HISTOIRE

Un territoire pour l'histoire

En 1989, le ministère de la Culture commémore son trentenaire par des journées d'étude¹ sur « La création du ministère de la Culture », organisées par le Département des études et de la prospective auxquelles sont conviés historiens et témoins. Le souhait de voir créer au ministère un Comité d'histoire est une des conclusions de ces journées. Depuis les années 1980, la multiplication de comités d'histoire traduit en effet une sensibilisation accrue des acteurs institutionnels à leur propre histoire et à une réflexion sur l'avenir.

En 1993, le ministère se dote – en s'inspirant notamment du Comité d'histoire du ministère de l'Économie et des Finances – d'un Comité d'histoire, présidé par Augustin Girard, ancien responsable du Département des études et de la prospective du ministère de la Culture. Jean-Pierre Rioux, directeur de recherches au CNRS, est nommé vice-président. Réunissant historiens, chercheurs et administrateurs du ministère, le Comité fonctionne à la fois comme interface entre l'université et l'administration et comme initiateur de programmes de recherche.



Augustin Girard (1926-2009),
président-fondateur
du Comité d'histoire.

1. Les actes publiés : Augustin Girard et Geneviève Gentil (dir.), *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux*, Paris, La Documentation française, 1996.

L'activité du comité est fondée sur la collaboration entre universitaires (historiens et sociologues des institutions) et administrateurs. Tandis que les premiers apportent leur connaissance des diverses méthodes de l'historiographie, leur aptitude à la synthèse et à l'écriture des récits, les seconds apportent leur expérience pratique du droit public et des processus du travail institutionnel, ainsi que leur expérience politique. Au travail des premiers sur les documents écrits, lesquels sont parfois partiels, les seconds apportent la continuité de la vie réelle par leurs témoignages oraux. C'est la convergence des deux approches qui fait la force historique du comité. Il s'agit de retrouver par l'histoire quelles sont les grandes alternatives de gestion et d'identifier des modes d'emploi pour les politiques culturelles.

Augustin Girard

Le Comité d'histoire du ministère de la Culture et des institutions culturelles² est aujourd'hui devenu un acteur essentiel pour l'histoire des politiques culturelles.

Un moteur :

le Comité d'histoire du ministère de la Culture

[...] *Au-delà des questions disciplinaires, les historiens doivent aussi aujourd'hui se positionner par rapport à un acteur dont la place n'a cessé de croître depuis 1993, le Comité d'histoire du ministère de la Culture. Si le ministère des Affaires culturelles s'était en effet doté très tôt – dès 1962 – d'un Service des études et recherches (qui devient, en 1986, le Département des études et de la prospective) il faut attendre 1993 pour qu'il crée un Comité d'histoire. Cette institution, créée par Augustin Girard, ancien responsable du SER, est aujourd'hui devenue incontournable pour l'histoire des politiques culturelles.*

Extrait de la communication de Loïc Vadelorge (maître de conférences à l'université de Saint-Quentin) au colloque de Cerisy-la-Salle (août 2004) publié sous le titre *L'Histoire culturelle du contemporain* (Nouveau Monde).

2. Depuis 2007, le Comité est présidé par Maryvonne de Saint Pulgent, présidente de section honoraire au Conseil d'État, ancienne directrice du Patrimoine.

II – MISSIONS ET COMPOSITION

Placé auprès du ministre, ses missions sont précisées dans l'arrêté fondateur du 11 mars 1993:

- rassembler et faire connaître les travaux existant sur l'histoire du ministère chargé des Affaires culturelles et des institutions qui sont placées sous sa tutelle;
- susciter des recherches, des études, des travaux bibliographiques et des guides de sources, les publier et assurer leur promotion auprès du public;
- organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine;
- promouvoir la coordination des efforts des institutions et personnes qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine;
- favoriser le rassemblement et la conservation des documents et des matériaux utiles à cette histoire;
- conseiller le ministre et les directeurs sur toute question ressortissant à l'histoire du ministère.

La conduite du Comité est assurée par un président assisté d'un secrétariat général.

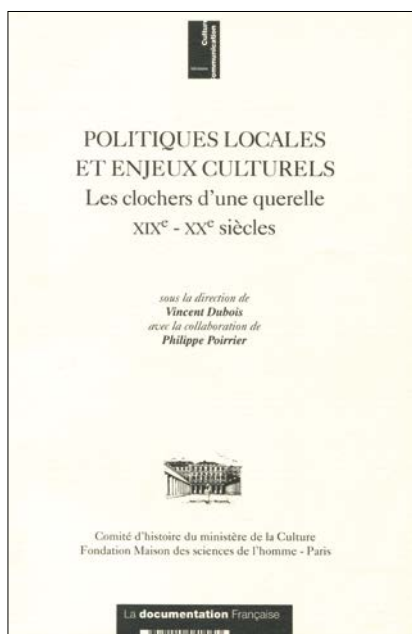
Outre son président, le vice-président représentant l'inspection générale des affaires culturelles et deux autres vice-présidents, le Comité d'histoire réunit les cinq directeurs généraux du ministère et vingt-sept personnalités qualifiées nommées par le ministre: historiens, chercheurs et anciens administrateurs du ministère ou des institutions culturelles placées sous sa tutelle. Plusieurs correspondants (fonctionnaires honoraires) collaborent bénévolement aux différents programmes du Comité. Comme beaucoup de comités d'histoire, celui du ministère de la Culture fonctionne essentiellement à travers des groupes de travail spécialisés, composés à la fois d'universitaires et de témoins-acteurs, qui sont présidés par l'un d'eux, assisté d'un secrétaire scientifique, et qui sont soutenus et coordonnés par le secrétariat général du Comité.

III – LA RECHERCHE

Le Comité d'histoire a pour vocation principale d'éclairer et de faire connaître l'histoire des politiques de la culture. Depuis sa création, il suscite ou réalise des travaux qu'il publie et par lesquels il s'efforce de mettre en lumière le rôle des acteurs et des institutions dans l'élaboration des politiques publiques. Il organise des ateliers, des séminaires de recherche, des journées d'étude et des colloques permettant d'explorer des pistes de recherche nouvelles ou peu exploitées. Il favorise la conservation de documents et accompagne la recherche universitaire sur l'histoire des politiques culturelles en établissant des partenariats avec le monde de la recherche dans un souci d'interdisciplinarité : histoire, sociologie, droit, science politique. Il mène ses travaux en partenariat avec les institutions de la recherche française.

Les séminaires de recherche³

Le Comité d'histoire a été à l'initiative de nombreux séminaires de recherche pilotés par des historiens et des universitaires, qui permettent une réflexion sur les politiques publiques de la culture prenant en compte la longue durée.



Dès 1996, le Comité d'histoire a souhaité créer un groupe de travail portant sur les **politiques culturelles locales**, placé sous la direction de Philippe Poirrier et Loïc Vadelorge avec la collaboration de Vincent Dubois. Il s'agissait de mieux comprendre, par l'étude de leur genèse, certaines de leurs fatalités naturelles, mais aussi comment naissent et vivent des institutions neuves, ciblées sur des publics élargis et nouveaux. Historiens, sociologues et politologues se sont intéressés à l'analyse de ces logiques locales, parfois anciennes, parfois nouvelles. Ces travaux ont été présentés et discutés à la Maison des sciences de

3. L'ensemble des séminaires est présenté sur : <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Seminaires>

l'homme de Paris en 1996 et 1997 et ont fait l'objet de trois publications éditées à La Documentation française⁴.

En 2012, le Comité d'histoire a programmé avec le soutien du Centre d'histoire de Sciences Po et la Fondation Maison des sciences de l'homme un séminaire pluriannuel sur les **politiques de démocratisation culturelle**⁵, pilier de la politique culturelle française depuis la III^e République. Selon un principe de travail habituel dans les comités d'histoire, chaque séance a donné lieu à l'intervention d'acteurs-témoins et a été animée par un membre du comité scientifique.

En 2015, le Comité d'histoire a encouragé la création d'un séminaire associant le Centre d'histoire sociale des mondes contemporains du XX^e siècle et l'ICEE (Intégration et coopération dans l'espace européen – Études européennes) sur **Les capitales européennes et la culture depuis 1945**⁶, dont l'objet est l'étude inédite de l'évolution culturelle de Berlin, Londres, Madrid et Paris. Il était placé sous la direction de Françoise Taliano-des Garets (professeure d'histoire contemporaine à Sciences Po Bordeaux, CHS du XX^e siècle Paris I), en collaboration avec Laurent Martin (professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris III, membre du Comité d'histoire).



Plus récemment il a coordonné, avec le soutien du Service de l'architecture de la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture du ministère de la Culture, le programme de recherche **Histoire de l'enseignement de l'architecture au XX^e siècle**⁷ (HEnsA20), placé sous la direction

4. *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*, textes réunis par Philippe Poirrier, Sylvie Rab, Serge Reneau et Loïc Vadelorge, Paris, La Documentation française, 1995; Vincent Dubois (dir.), Philippe Poirrier (collab.), *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, La Documentation française, 1998; Philippe Poirrier (dir.), Vincent Dubois (collab.), *Les Collectivités locales et la culture. Les formes de l'institutionnalisation, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, La Documentation française, 2002.

5. Les actes du séminaire *La démocratisation culturelle au fil de l'histoire contemporaine*: <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Seminaires/La-démocratisation-culturelle-au-fil-de-l-histoire-contemporaine/Presentation>

6. Les communications du séminaire *Les capitales européennes et la culture depuis 1945: Berlin, Londres, Madrid, Paris*: <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Seminaires/Les-capitales-europeennes-et-la-culture-depuis-1945-Berlin-Londres-Madrid-Paris>

7. Les actes du programme de recherche *Histoire de l'enseignement de l'architecture au XX^e siècle*: <https://chmcc.hypotheses.org/2544>



scientifique d'Anne-Marie Châtelet (professeure à l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg), Marie-Jeanne Dumont (maîtresse de conférences à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville), Daniel Le Couédic (professeur à l'université de Bretagne occidentale) et Arlette Auduc (conservatrice en chef honoraire du patrimoine, correspondante du Comité d'histoire). Neuf

séminaires régionaux ont ainsi été programmés au cours desquels sont intervenues des dizaines de chercheurs.

L'histoire des politiques de communication a également été étudiée au cours du séminaire *Culture et Communication: une histoire politique et culturelle*⁸, organisé par le Comité d'histoire de 2017 à 2021. Initié par Laurent Martin (professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris III, membre du Comité d'histoire), en partenariat avec l'Institut national de l'audiovisuel (INA) puis placé sous la direction d'Évelyne Cohen (professeure des universités, Enssib/LARHRA - UMR CNRS), il a réuni praticiens, acteurs et historiens des politiques de la communication.

Lancé par le Comité d'histoire en 2017, le séminaire pluriannuel et son colloque de clôture du 2 décembre 2022, *La cérémonie publique dans la France contemporaine*⁹, ce dernier placé sous la direction scientifique de Maryline Crivello (vice-présidente CA de l'université d'Aix-Marseille, chercheuse (TELEMMe AMU-CNRS), Patrick Garcia (professeur à Cergy-Paris Université - UMR Héritages-CYU et à l'Institut de l'histoire du temps présent), et Jean-François Sirinelli (professeur émérite des universités à l'Institut des sciences politiques de Paris, vice-président du Comité d'histoire), a permis d'associer des acteurs politiques, notamment le président François Hollande et l'ancien ministre Jean-Noël Jeanneney, des spécialistes de l'événementiel ainsi que des chercheurs issus des sciences sociales afin d'étudier la mise en scène et les enjeux de la symbolique républicaine.

8. Le programme et les communications du séminaire *Culture et Communication: une histoire politique et culturelle*: <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Seminaires/Culture-et-Communication-une-histoire-politique-et-culturelle>

9. Les communications du séminaire *La cérémonie publique dans la France contemporaine*: <https://chmcc.hypotheses.org/3772>



Les colloques, journées d'étude et tables rondes¹⁰

Les travaux historiques, les célébrations, les anniversaires et les hommages à des personnalités sont l'occasion pour le Comité d'histoire d'investir de nouveaux champs de recherche.

Les anniversaires

En 2009, à l'occasion du cinquantenaire du ministère de la Culture, a été organisé le colloque international **Culture, politique et politiques culturelles**¹¹, placé sous la présidence scientifique d'Élie Barnavi (ancien ambassadeur d'Israël en France, professeur émérite d'histoire de l'Occident moderne à l'université de Tel-Aviv, conseiller scientifique auprès du Musée de l'Europe à Bruxelles), où ont été invités à s'exprimer historiens et témoins



10. L'ensemble des colloques, journées d'étude et tables rondes sont présentés en ligne : <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Journees-d-etudes> et : <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Tables-rondes>

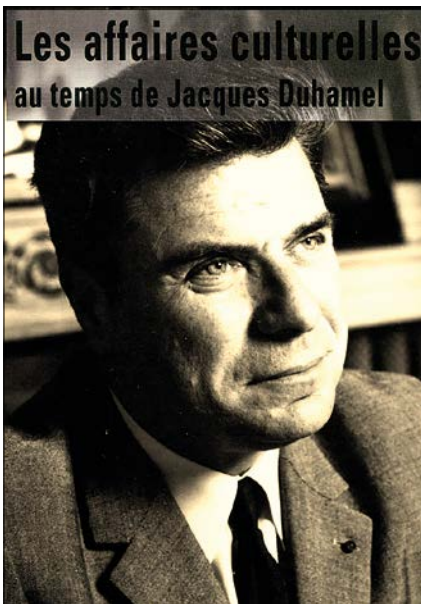
11. Les actes publiés : *Cinquante après. Culture, politique et politiques culturelles*, Paris, La Documentation française, 2010.

Du partage
 des chefs-d'œuvre
 à la garantie
 des droits culturels :
 ruptures et continuité dans la
 politique culturelle française

Colloque
 Paris, Auditorium du Louvre,
 19 et 20 décembre
 —2019

de la mise en place d'une politique publique de la culture dans une vingtaine de pays. Plus de quarante personnalités politiques, intellectuelles, scientifiques et artistiques de nationalités différentes ont ainsi confronté leurs expériences lors des trois jours de débats.

En 2019, le Comité d'histoire a organisé, en partenariat avec le musée du Louvre, un colloque clôturant le soixantième anniversaire du ministère, sous le titre : ***Du partage des chefs-d'œuvre à la garantie des droits culturels : ruptures et continuité dans la politique culturelle française***¹². Les deux journées ont permis à une trentaine d'intervenants d'apporter leur analyse sur l'évolution des droits culturels et des politiques de la culture en France, la place des langues dans les droits culturels, l'articulation entre politique culturelle et démocratie ou encore l'institutionnalisation des droits culturels.



Les ministres et les grands témoins

L'histoire du ministère, c'est aussi l'histoire du rôle des ministres et des grands commis de l'État. Quelques mois après sa création, le Comité d'histoire organisait en décembre 1993, dans la grande salle de l'Unesco, deux journées d'étude consacrées aux ***Affaires culturelles au temps de Jacques Duhamel (1971-1973)***¹³, réunissant anciens collaborateurs du ministre et historiens sous la présidence de René Rémond.

En 2006, année du 30^e anniversaire du décès d'André Malraux, la journée d'étude ***Malraux***,

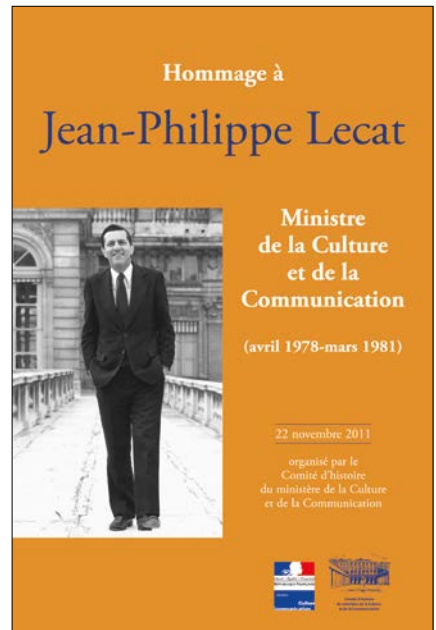
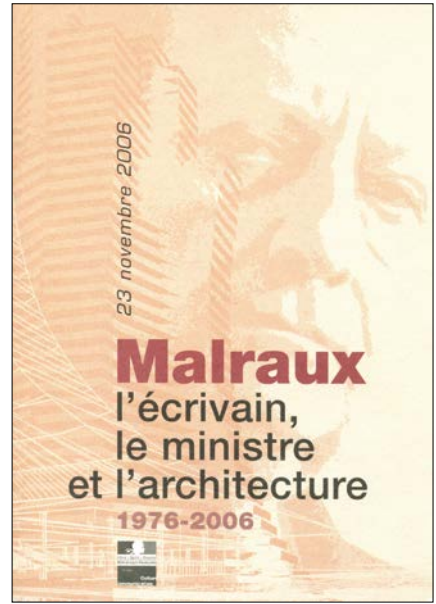
12. Les actes publiés : *Du partage des chefs-d'œuvre à la garantie des droits culturels : ruptures et continuité dans la politique culturelle française. Colloque des 19 et 20 décembre 2019, auditorium du Louvre, Vénissieux, La Passe du vent, 2020.*

13. Les actes publiés : *Les Affaires culturelles au temps de Jacques Duhamel, 1971-1973*, Paris, La Documentation française, 1995.

*l'écrivain, le ministre et l'architecture*¹⁴ a rappelé les actions du ministre d'État chargé des Affaires culturelles dans le domaine de l'architecture et du patrimoine, en tentant d'analyser dans l'œuvre de l'écrivain, la place qu'occupe l'édifice et comment la sensibilité malrucienne peut expliquer les orientations de l'homme public.

En novembre 2007, le Comité d'histoire organisait la table ronde **Michel Guy, une ambition réformatrice**, consacrée à l'action du secrétaire d'État à la Culture (1974-1976), à l'occasion de la parution de l'ouvrage *Michel Guy. Secrétaire d'État à la Culture. Un innovateur méconnu*, écrit par Michèle Dardy-Cretin, chargée de mission au Comité (La Documentation française, 2007).

En novembre 2011, le Comité d'histoire a rendu hommage à **Jean-Philippe Lecat**, premier ministre de la Culture et de la



14. Les actes publiés: Dominique Hervier (dir.), *André Malraux et l'architecture*, Antony, Éditions Le Moniteur, 2008.

Communication (1978-1981), au travers d'une table ronde¹⁵ tenue en présence du président Valéry Giscard d'Estaing.

Au cours des trois dernières décennies, plusieurs événements ont été dédiés à de grandes figures de la politique culturelle : Robert Abirached, Bernard Anthonioz, Émile Biasini, Maurice Fleuret, Augustin Girard, Marcel Landowski, Gaëtan Picon, Jack Ralite, Jacques Rigaud, René Rizzardo.

Les politiques des collectivités territoriales et les relations État-collectivités

En 1999, un colloque, dont les actes ont été publiés sous le titre *Affaires culturelles et territoires*¹⁶, faisait un premier bilan des recherches sur la décentralisation et les relations entre le ministère de la Culture et les collectivités territoriales. En 2004, René Rizzardo, membre du

Comité d'histoire, ancien élu grenoblois et ancien directeur de l'Observatoire des politiques culturelles, suggéra de poursuivre ces travaux afin de mieux comprendre la construction historique de cette coopération. En novembre 2005, un premier séminaire sur le thème **Contractualisation, décentralisation : quelles complémentarités, quelles contradictions, quelle dialectique ?** se déroula sur trois demi-journées à La Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. Cette première manifestation a été suivie par des séminaires, des journées d'étude et une campagne de recueils de témoignages oraux. La restitution de ces travaux a fait l'objet de l'ouvrage *Une ambition partagée ? La coopération entre le ministère de la Culture et les collectivités territoriales (1959-2009)*, publié sous la direction de Philippe Poirrier et René Rizzardo (La Documentation française, 2009).



15. Les actes en ligne de la rencontre du 22 novembre 2011 *Hommage à Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication (1978-1981)* : <https://www.culture.gouv.fr/fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Tables-rondes/Hommage-a-Jean-Philippe-Lecat-ministre-de-la-Culture-et-de-la-Communication-1978-1981>

16. Philippe Poirrier et Jean-Pierre Rioux (dir.), *Affaires culturelles et territoires*, Paris, La Documentation française, 2002.

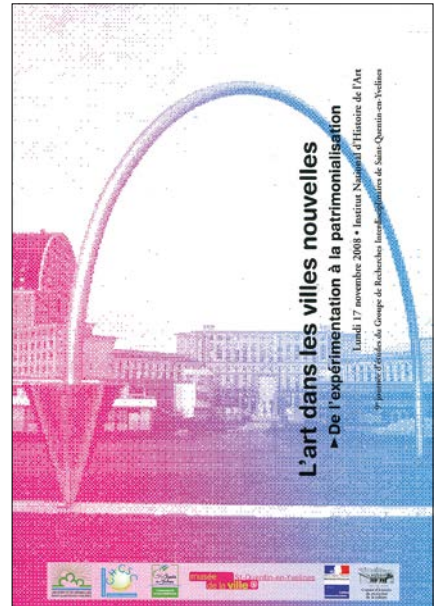
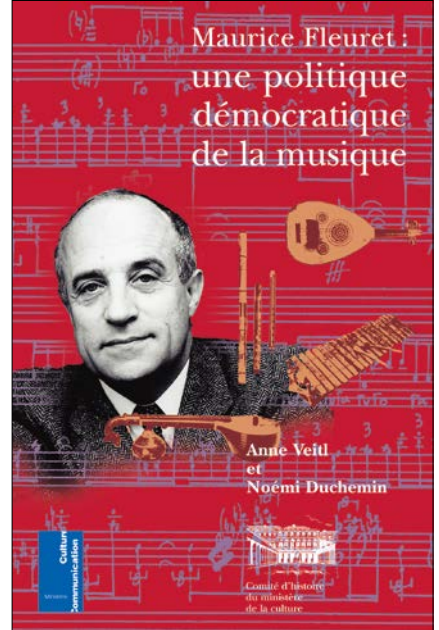
Les politiques sectorielles

Les politiques sectorielles du ministère font également l'objet d'études qui donnent lieu à des manifestations et à des publications.

Dans le cadre des « Mardis de la Culture » organisés par la Mission de la communication interne et à l'occasion du quarantième anniversaire du ministère de la Culture, le Comité d'histoire organisait en 1999 une table ronde sur le thème *La politique musicale selon Maurice Fleuret*¹⁷.

En novembre 2008, le Comité d'histoire organisait en partenariat avec le Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (CHCSC, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines/université Paris Saclay), une journée d'étude sur *L'art dans les villes nouvelles : de l'expérimentation à la patrimonialisation*. Les contributions de cette rencontre ont analysé le patrimoine artistique des villes nouvelles en tentant de différencier son appropriation selon les lieux, les époques et les acteurs. Les actes de cette journée¹⁸ ont fait l'objet d'une présentation lors d'une table ronde organisée à l'Institut national d'histoire de l'art (INHA) en mai 2010.

En 2010, le Comité a lancé un projet de recherche sur le cinéma et notamment sur le rattachement du Centre national de la cinématographie (CNC) au ministère des Affaires culturelles en 1959 et sur ses effets sur les politiques publiques en faveur du cinéma. Ce chantier réalisé en collaboration avec l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, et plus particulièrement avec le laboratoire HiCSA (Histoire culturelle et sociale de l'art), sous



17. Table ronde organisée autour de l'ouvrage *Maurice Fleuret : une politique démocratique de la musique*, Anne Veitl et Noémi Duchemin, Paris, La Documentation française, 2000.

18. Les actes publiés : Julie Guiyot-Corteville, Valérie Perlès et Loïc Vadelorege (dir.), *L'Art dans les villes nouvelles. De l'expérimentation à la patrimonialisation*, Paris, Artlys, 2010.



la direction scientifique de Dimitri Vezyroglou, a donné lieu en 2013 à la tenue de deux journées d'étude à l'INHA, *Autour de la politique du cinéma en France (1945-1970) : enjeux et contextes*, suivies en 2014, d'une table ronde sur *La politique du cinéma, enjeux d'hier et d'aujourd'hui*, à l'occasion de la parution de l'ouvrage *Le Cinéma, une affaire d'État (1945-1970)* (La Documentation française, 2014).

Pour célébrer le vingtième anniversaire de la loi relative à l'emploi de la langue française, le Comité d'histoire et la Délégation générale à la langue française et aux langues de France ont organisé conjointement en octobre 2014, et en présence de l'ancien ministre Jacques Toubon, une journée d'étude au Palais du Luxembourg intitulée *Langue française : une loi pour quoi faire?*¹⁹, qui a permis de

restituer le contexte dans lequel fut adopté le texte ainsi que les débats qu'il suscita, et d'en dresser un bilan.

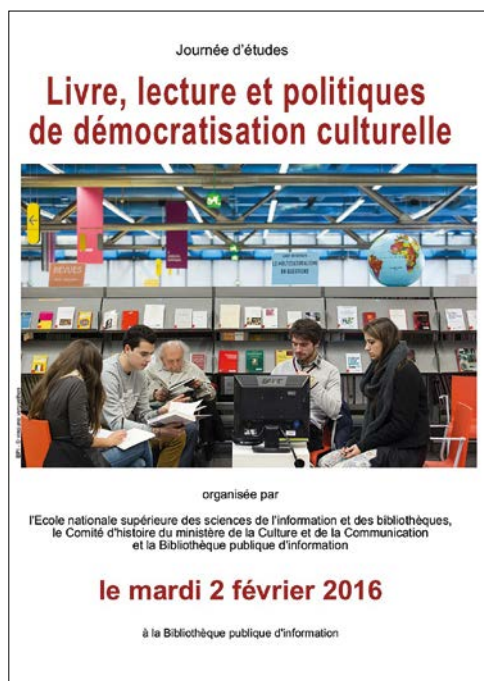


19. Les actes publiés en ligne: <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Langue-francaise-et-langues-de-France/Nos-missions/Garantir-l-emploi-du-francais-dans-la-societe/Toubon-une-loi-pour-quoi-faire>

En 2016, l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB), la Bibliothèque publique d'information (BPI) et le Comité d'histoire organisaient la journée d'étude **Livre, lecture et politiques de démocratisation culturelle**²⁰. Cette rencontre réunissant spécialistes confirmés et jeunes chercheurs avait pour objet de s'interroger sur ce que le champ du livre et de la lecture peut apporter à l'éclairage de l'histoire des politiques de démocratisation culturelle, en confrontant des approches qui se situent au croisement de l'histoire culturelle et de celle des politiques culturelles.

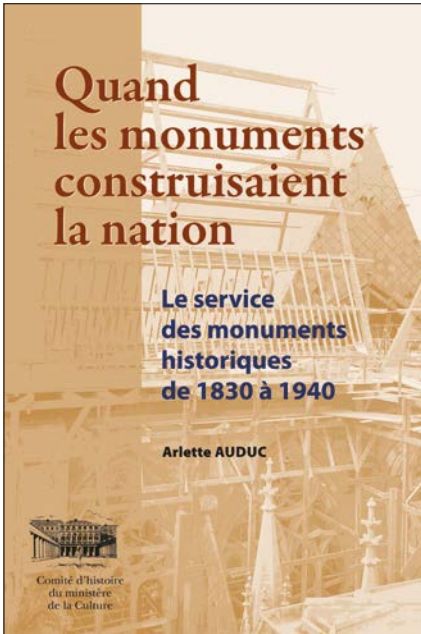
À l'occasion des **quarante ans de la Fête de la musique**, le Comité d'histoire a organisé le 16 juin 2022, pour le ministère de la Culture, en partenariat avec le Théâtre national de l'Opéra Comique, une journée de rencontres où témoins, acteurs contemporains et chercheurs ont croisé leurs regards sur la genèse et l'histoire de cette fête populaire créée sous le ministère de Jack Lang, qui a participé à cette manifestation.

Plusieurs ouvrages édités par le Comité d'histoire²¹ éclairent d'autres politiques sectorielles et donnent lieu pour chacun d'eux à l'organisation d'une journée d'étude ou d'une table ronde en présence de leurs auteurs et la participation d'historiens et de praticiens.

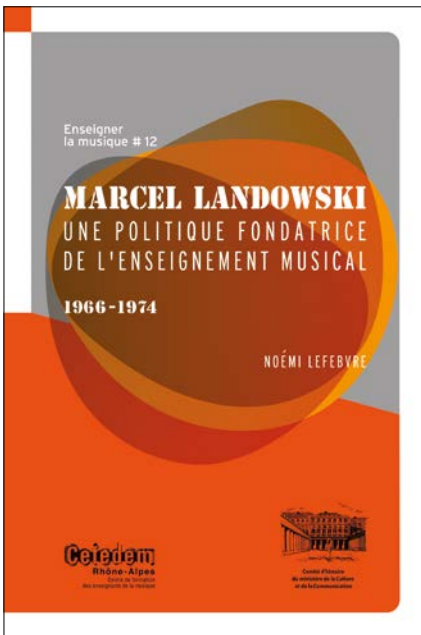


20. Les communications en ligne : <https://chmcc.hypotheses.org/2751>

21. Voir la liste des dernières publications du Comité d'histoire, p. 28.



- ***Le service des monuments historiques d'hier à aujourd'hui***, table ronde organisée en mars 2009 autour de l'ouvrage d'Arlette Auduc *Quand les monuments construisaient la nation. Le service des monuments historiques de 1830 à 1940* (La Documentation française, 2008).



- ***La politique culturelle en débat. Anthologie, 1955-2012*** (La Documentation française, 2013). À l'occasion de la parution de la réédition revue et augmentée de cet ouvrage, théoriciens et praticiens, politiques et militants ont parcouru plus de cinquante ans d'histoire culturelle lors d'une table ronde organisée en 2014 par le Comité d'histoire. Cette rencontre a permis une analyse rétrospective du quotidien des politiques publiques de la culture et s'est interrogée sur leur avenir.

- ***Marcel Landowski, une politique fondatrice de l'enseignement musical, 1966-1974***, table ronde organisée en novembre 2014 en coordination avec le Centre de formation des enseignants de la danse et de la musique

(Cefedem) Rhône-Alpes, autour de l'ouvrage écrit par Noémi Lefebvre (Cahiers de recherches du Cefedem, 2014).

• **La loi sur les archives du 3 janvier 1979 : genèses, portées juridiques et évolutions**, journée d'étude organisée à l'INHA en décembre 2019 autour de l'ouvrage 1979. *Genèse d'une loi sur les archives* (La Documentation française, 2019), publié dans le cadre du programme de recherche Mémoloi²² portant sur la genèse des grandes lois sur la culture, ou encore la journée du 9 mars 2022 dédiée à l'ouvrage 2002. *Genèse d'une loi sur les musées* (La Documentation française, 2002) issu du même programme.

• **La gouvernance culturelle des villes : de la décentralisation à la métropolisation**, table ronde organisée en septembre 2021 autour de l'ouvrage de Guy Saez (La Documentation française, 2021).



Les « archives orales » : un programme entrepris depuis 1994²³

En un demi-siècle, l'histoire du temps présent s'est institutionnalisée. Or l'histoire du temps présent – « l'histoire immédiate », même – s'écrit alors que témoins et acteurs sont encore vivants. C'est ce qui conduit l'historien des politiques culturelles à recueillir, en complément des archives écrites, le témoignage des hommes et des femmes qui ont joué un rôle majeur dans chacun des domaines qui relèvent du ministère de la Culture. Constitutifs de l'histoire du temps présent, ces témoignages, qui font l'objet d'une convention de dépôt, sont couramment appelés « archives orales ».

22. Initié par le Cécoji-CNRS, le programme Mémoloi est porté par l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) en étroite collaboration avec de nombreux partenaires : <https://memoloi.hypotheses.org/a-propos>

23. Présentation de l'ensemble des corpus conservés au Comité d'histoire : <https://www.culture.gouv.fr/fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Archives-orales>

L'administration française s'intéresse depuis peu, mais très vivement, à cette nouvelle méthode pour constituer son histoire. Très rapidement, le Comité d'histoire du ministère de la Culture et des institutions culturelles a inscrit dans ses priorités le recueil des témoignages de personnalités ayant œuvré au ministère de la Culture. Il s'est inspiré de la méthode de recueil d'archives orales qui a été théorisée par Florence Descamps, normalienne, agrégée d'histoire, maîtresse de conférences à l'École pratique des hautes études, ancienne secrétaire scientifique du Comité d'histoire des Finances et vice-présidente du Comité d'histoire du ministère de la Culture. Les ouvrages qu'elle a publiés sur le sujet font autorité.

Extrait de l'intervention de Catherine Tasca, ministre de la Culture

Séance plénière du Comité d'histoire le 30 janvier 2001

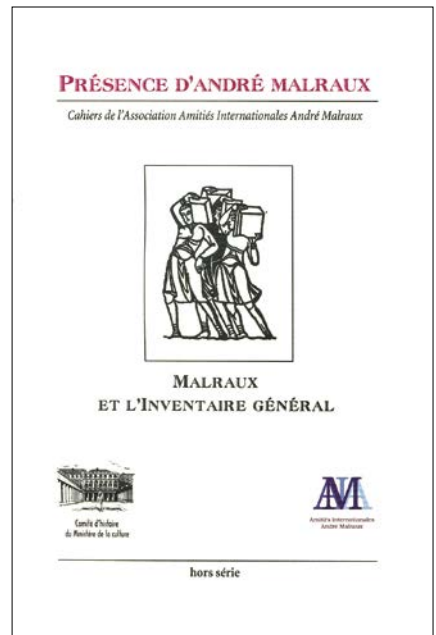
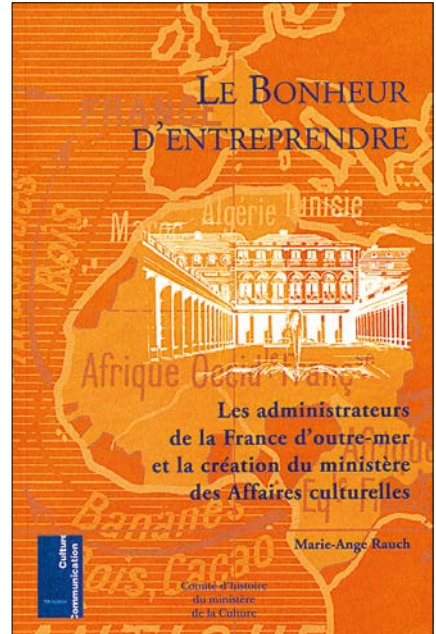
Je voulais aussi saluer un aspect de votre méthode de travail à laquelle je suis très attachée: depuis votre création, vous avez tenu à développer une méthode nouvelle de l'histoire contemporaine, la méthode des « archives orales ». Les archives orales viennent d'abord animer, préciser et parfois éclairer les autres archives, les archives écrites, qui demeurent bien sûr la source première du travail de l'historien. Le Premier ministre avait demandé au Conseil économique et social une réflexion, un avis sur le problème des archives orales. J'ai tenu à me rendre en personne au Conseil économique et social le 9 janvier dernier pour la phase finale d'élaboration de cet avis confié à l'historienne Georgette Elgey. J'ai expliqué combien cette préoccupation est capitale en ce qui concerne mon département ministériel et pourquoi je la fais mienne en ce qui concerne mes responsabilités. Aussi je souhaite que vous puissiez toujours considérer comme une priorité le recueil systématique d'archives orales. Non seulement parce que le temps passe très vite, mais aussi parce que ce ministère en particulier a vu venir à lui des personnalités hors du commun, qu'il s'agisse de ses hauts responsables ou de tous ceux auxquels nous déléguons cette formidable mission de service public qu'est la politique culturelle. Ces personnalités ont une parole forte, leur voix a un poids, leur voix a une couleur. Conserver de telles voix enrichit tous les travaux écrits. C'est un apport indispensable. Nous avons grand besoin de conserver les témoignages directs de leur réflexion et de leur action. Vous l'avez fort bien démontré au sujet des fonctionnaires de la France d'outre-mer qui sont venus, les tout premiers, ensemercer cette maison de leur sens du service public et de leur « sens du terrain ». Nous devons beaucoup à ces fonctionnaires qui ont contribué à transformer en administration l'esprit de mission d'André Malraux.

Les grands thèmes

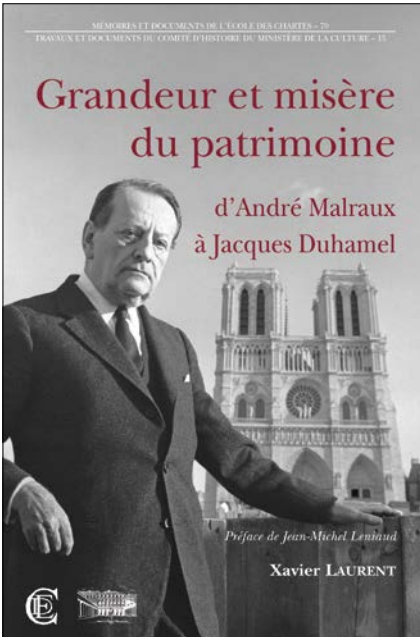
Parmi les différents corpus de témoignages oraux qui constituent les fonds documentaires du Comité mis à la disposition des chercheurs et historiens, l'un concerne le rôle novateur que les anciens administrateurs de la France d'outre-mer ont joué lors de la création du ministère des Affaires culturelles: neuf entretiens de hauts fonctionnaires de la France d'outre-mer et quinze entretiens d'administrateurs ayant collaboré avec eux ont été réalisés. Ils ont permis la rédaction d'un ouvrage de 140 pages, aujourd'hui épuisé, publié à La Documentation française sous le titre *Le Bonheur d'entreprendre. Les administrateurs de la France d'outre-mer et la création du ministère des Affaires culturelles*, rédigé par Marie-Ange Rauch, chargée de mission au Comité d'histoire. En 1999, une exposition a été organisée aux Archives nationales de la France d'outre-mer à partir de ce travail.

Une autre campagne a permis de recueillir les témoignages d'une dizaine de chercheurs qui ont été les « pionniers » des Commissions régionales de l'Inventaire dès 1964. L'exploitation de ces témoignages a fait l'objet d'une communication lors d'une journée d'étude²⁴ organisée à la BnF sur le thème **André Malraux et l'Inventaire général de la France** dans laquelle Isabelle Balsamo, conservateur général du patrimoine, rappelle comment l'Inventaire incarnait pour André Chastel une certaine idée de la France.

La direction de l'Architecture (1959-1973). Comment la Rue de Valois, héritière de cent trente ans de traditions administratives dans la gestion des monuments historiques, a-t-elle



24. Les actes publiés: *Malraux et l'Inventaire général. Actes de la journée d'études à la BnF le 23 mai 2003*, numéro hors série de *Présence d'André Malraux*, Paris, La Documentation française, 2004.



pu concilier son devoir de conservation avec son soutien délibéré aux avant-gardes ? Dans la France des Trente Glorieuses où triomphait l'esprit de modernité, quelle attitude adopter face à l'héritage des siècles passés ? Les différents entretiens, qui mettent en lumière le fil conducteur de ce qui tend à élargir peu à peu le champ du patrimoine, ont été menés par Xavier Laurent (archiviste paléographe, conservateur du patrimoine), dans le cadre de sa thèse soutenue à l'École nationale des chartes en 2002 et publiée sous le titre *Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel, 1959-1973*, (La Documentation française, 2003).

Un autre corpus conduit par Éric Lengereau (architecte urbaniste et historien de l'architecture), porte sur les **directeurs de l'Architecture (1960-2010)**. Ces témoignages sont à l'origine de l'ouvrage *Architecture, urbanisme et pratiques de l'État (1960-2010)* (La Documentation française, 2017), qui entend mettre les sources orales à la disposition de l'histoire en construction. Tout au long de ces entretiens, on découvrira les réussites, les échecs et les difficultés rencontrées par ces hauts fonctionnaires qui ont contribué à façonner le cadre de vie des Français.



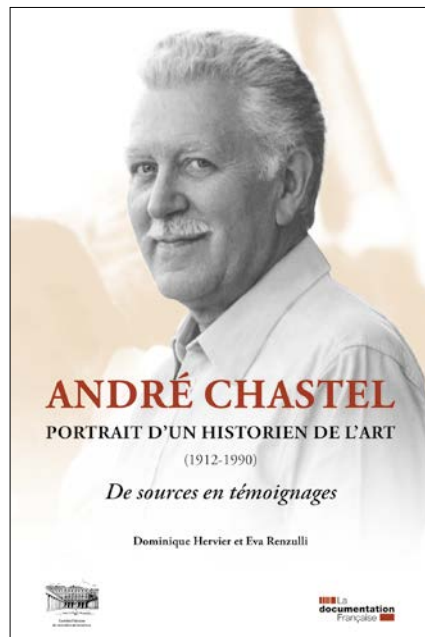
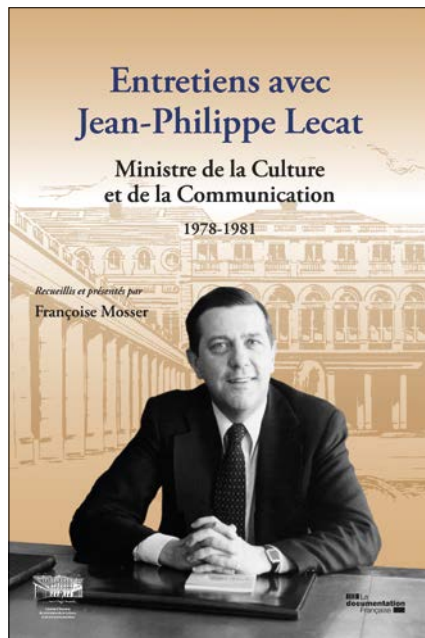
En septembre 2000, le Comité d'histoire a lancé, à l'initiative de Pascal Ory (de l'Académie française, professeur émérite à l'université de Paris I, membre du Comité d'histoire) et en collaboration avec le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle, un programme de recherches sur **les politiques culturelles en France de 1981 à 1988**. Une série d'entretiens portant sur les années 1981-1988 – ministères Lang et Léotard – ont

permis de collecter les témoignages des administrateurs qui étaient en poste – aux Finances comme à la Culture – au moment où le budget du ministère de la Culture a doublé (1981), fait sans précédent dans l'histoire de la politique publique de la culture.

L'action de Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication. Recueil d'entretiens conduits entre 2008 et 2013 par Françoise Mosser (ancienne directrice régionale des affaires culturelles, conservatrice générale honoraire du patrimoine), auprès de Jean-Philippe Lecat et de personnalités proches du ministre (membres de son cabinet, directeurs...). Ces témoignages ont contribué à la rédaction de l'ouvrage *Entretiens avec Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication 1978-1981* (La Documentation française, 2016).

André Chastel vu par son entourage. Entre 2013 et 2017, vingt-deux témoignages répartis sur trois générations d'anciens élèves, collègues français et étrangers et collaborateurs d'André Chastel ont été recueillis par Eva Renzulli (docteure en histoire de l'art, chargée de conférences à l'École pratique des hautes études), avec le concours de Jean-Miguel Pire (chercheur à l'École pratique des hautes études) et Sébastien Chauffour (conservateur en chef du patrimoine à l'Institut national d'histoire de l'art, responsable du fonds ancien de la bibliothèque de l'INHA), sous la direction de Dominique Hervier (historienne de l'art, ancienne élève d'André Chastel, conservatrice générale honoraire du patrimoine et correspondante du Comité d'histoire). À l'issue de ce recueil d'entretiens et grâce aux voix des témoins, un portrait vivant et contrasté de ce chantre du patrimoine français est offert aux lecteurs dans l'ouvrage *André Chastel. Portrait d'un historien de l'art (1912-1990). De sources en témoignages* (La Documentation française, 2021).

En 2016 a été lancé en partenariat avec le Comité d'histoire, sous la direction de Florence Descamps, enseignante associée à l'École nationale des chartes (ENC), un programme d'archives orales de type « récits de carrières » de **hauts fonctionnaires ayant œuvré dans le monde de**



la Culture et des arts depuis le début de la V^e République. Plus de 110 heures d'entretiens auprès de quatorze personnalités ont ainsi été menées par des élèves de l'ENC.

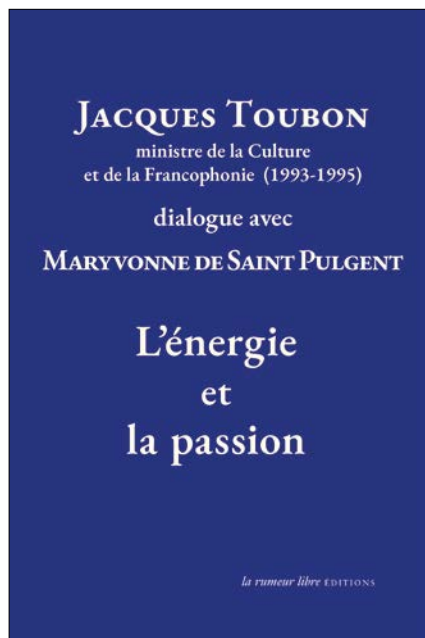
L'enseignement de l'architecture a été profondément transformé au cours du XX^e siècle, bousculé par sa démocratisation et sa féminisation, mis en cause par l'essor de l'urbanisme et l'apparition du Mouvement moderne, renouvelé par le développement de programmes sociaux et de nouvelles techniques et matériaux. Pour analyser et comprendre ces bouleversements, vingt-cinq entretiens ont été conduits entre 2017 et 2019 par Bérénice Gaussuin (architecte, maîtresse de conférences associée [HCA], ENSA Paris-Malaquais, LIAT), avec la collaboration de Pierre Mignaval (enseignant, agrégé d'histoire), sous la direction d'Arlette





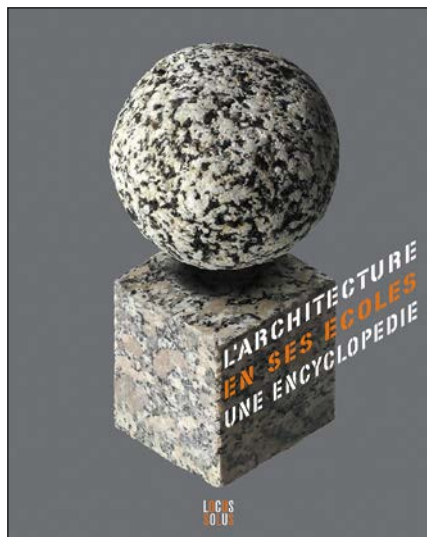
Auduc (conservatrice en chef honoraire du patrimoine, correspondante du Comité d'histoire du ministère de la Culture), auprès des acteurs de cette politique et des responsables de l'enseignement de l'architecture en fonctions jusque dans les années 2000. Ce recueil d'entretiens s'est inscrit dans la constitution des sources du programme **Histoire de l'enseignement de l'architecture au XX^e siècle** (HensA20) coordonné par le Comité d'histoire.

Maryvonne de Saint Pulgent, présidente du Comité d'histoire, a mené des entretiens avec Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie du 30 mars 1993 au 18 mai 1995, ministre qui a, comme ses prédécesseurs André Malraux (1959-1969) et Jack Lang (1981-1986 et 1988-1993), laissé son nom à une loi, celle du 4 août 1994 « relative à l'emploi de la langue française ». Ces neuf entretiens thématiques, accompagnés de documents d'archives, regroupés dans l'ouvrage *L'Énergie et la passion. Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie (1993-1995) dialogue avec Maryvonne de Saint Pulgent*, (La Rumeur libre éditions, 2022), permettent de revisiter, sous ses différentes facettes, une œuvre ministérielle qui, en dépit de sa brièveté, aura donné à la politique culturelle de l'État une impulsion nouvelle.



Les publications²⁵

Pour promouvoir ses travaux et diffuser la connaissance sur l'histoire des politiques culturelles, le Comité d'histoire produit ou soutient de nombreuses publications. Il a créé en 1993 une collection à La Documentation française, intitulée « Travaux et documents » dans laquelle les travaux réalisés par le Comité ou sous sa direction sont publiés. Quarante-cinq ouvrages ont été édités dans ce cadre ainsi qu'une vingtaine hors collection, parfois chez d'autres éditeurs.



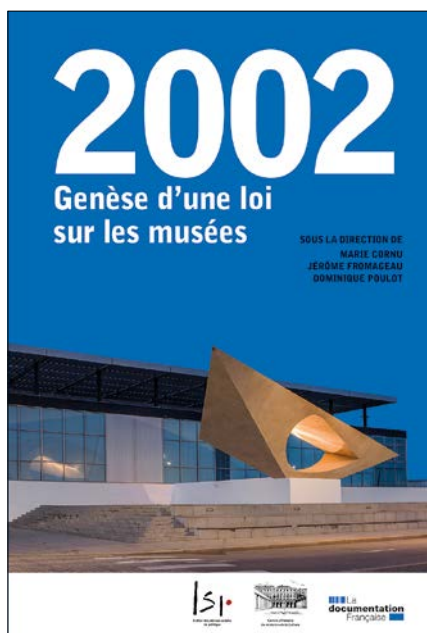
Les nouveautés

L'Architecture en ses écoles, une encyclopédie de l'enseignement de l'architecture au XX^e siècle, sous la direction d'Anne-Marie Châtelet, Amandine Diener, Marie-Jeanne Dumont et Daniel Le Couédic, Châteaulin, Locus Solus, 2022, 704 p.

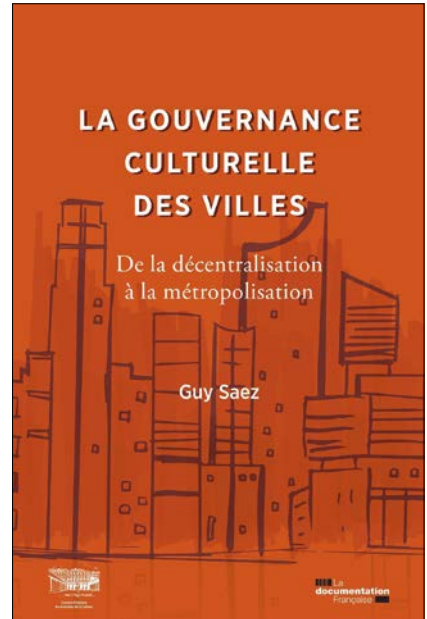
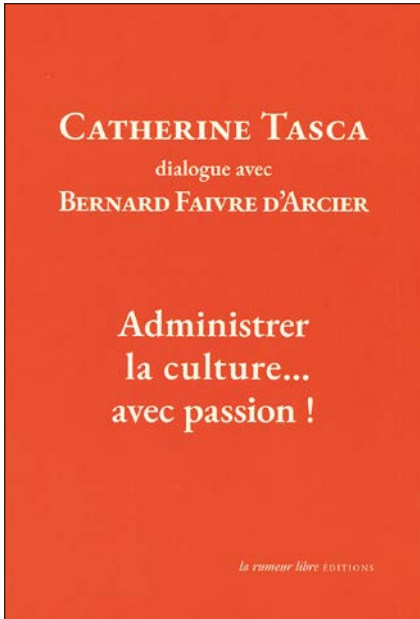
L'Énergie et la passion. Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie (1993-1995) dialogue avec Maryvonne de Saint Pulgent, Sainte-Colombe-sur-Gand, La Rumeur libre éditions, avec le soutien et la collaboration du Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2022, 491 p.

2002. Genèse d'une loi sur les musées, sous la direction de Marie Cornu, Jérôme Fromageau et Dominique Poulot, Paris, La Documentation française, coll. « Travaux et documents » n° 45, 2022, 832 p.

Administrer la culture... avec passion! Catherine Tasca dialogue avec Bernard Faivre d'Arcier, sous la coordination éditoriale de Geneviève Gentil et Michel Kneubühler, Sainte-Colombe-sur-Gand, La Rumeur libre éditions, avec le concours du Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2021, 251 p.



25. Voir la liste intégrale des publications présentées sur: <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Ressources-documentaires/Publications>

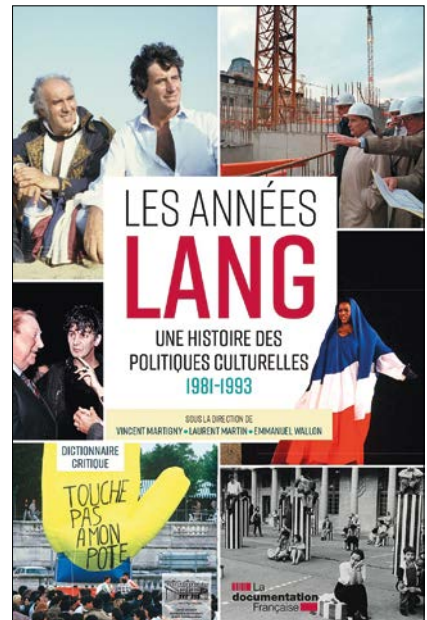


La Gouvernance culturelle des villes. De la décentralisation à la métropolisation, Guy Saez, Paris, La Documentation française, coll. « Travaux et documents » n° 44, 2021, 534 p.

Les Années Lang, une histoire des politiques culturelles, 1981-1993. Dictionnaire critique, sous la direction de Vincent Martigny, Laurent Martin et Emmanuel Wallon, Paris, La Documentation française, coll. « Travaux et documents » n° 43, 2021, 598 p.

André Chastel, portrait d'un historien de l'art (1912-1990). De sources en témoignages, Dominique Hervier et Eva Renzulli, avec la participation de Sébastien Chauffour, Sophie Derrot, Florence Descamps et Pierre Vaisse, Paris, La Documentation française, coll. « Travaux et documents » n° 42, 2021, 455 p.

Toutes les publications du Comité font l'objet d'une diffusion auprès d'une vingtaine de revues françaises ou étrangères et dans le réseau des bibliothèques universitaires.



IV – L’ACTION DU COMITÉ VERS LES AGENTS DU MINISTÈRE

Le Comité entend faire connaître aux agents du ministère les moments forts de son histoire et les motivations des femmes et des hommes qui ont contribué à l’écrire.

C’est pourquoi le Comité rédige pour chaque numéro de *Cultures*, le magazine diffusé par la Mission de la communication interne, le portrait d’un « grand administrateur » du ministère ou évoque une date clé de sa politique, comme la création des directions régionales des affaires culturelles (Drac).

ENTRE/NOUS

COMITÉ D’HISTOIRE

IL Y A 40 ANS NAISSAIENT LES DRAC

Récit d’un très long combat juridique mené plus de dix ans par le ministère des Affaires culturelles.

En 1977, deux décrets officialisent enfin l’existence d’un échelon administratif transversal, resté jusque-là expérimental. Une mise en place longue car, dès 1962, la question de l’instauration d’une structure pour relayer la politique du ministère à l’échelon territorial se pose.

Le premier décret est signé le 3 février 1977 par François Giroud, alors secrétaire d’État à la Culture, et publié au *Journal officiel* le 8 février. Le second, daté du 27 décembre 1977, est paraphé par Michel d’Ornano, ministre de la Culture et de l’Environnement, et paraît au JO le 3 janvier de l’année suivante. Il précise ce que le premier décret a encore de flou, lequel assigne aux Drac « la mise en œuvre de la politique culturelle du gouvernement » alors que le second confirme « dans le domaine relevant du ministère de la culture ».

Le champ géographique de compétence des Drac est également défini : il n’est question que de région en février alors qu’il est affirmé en décembre que les directeurs sont chargés de l’application de la politique gouvernementale « dans les départements et les régions ». Surtout le second décret renforce le pouvoir des directeurs sur les services car il leur donne « autorité » sur ceux-ci, services dont ils ne font que « disposer » dans le premier texte. Enfin le second texte transfère au Drac les pouvoirs des chefs de service régionaux alors que le texte de février ne vise que les pouvoirs des CRBF



En décembre 1985, les agents aux fenêtres de la Maison des Quatrans. Cette maison à colombages du ^{xv}e siècle, classé monument historique, a abrité le siège de la Drac de Basse-Normandie jusqu’en 1998.

(conservations régionales des bâtiments de France) déchargées de leur qualité d’ordonnateurs secondaires.

LE RÔLE ACCRU DES DIRECTEURS RÉGIONAUX

Malgré les critiques dont font l’objet les Crac (comités régionaux des affaires culturelles), ceux-ci sont maintenus et leur animation revient

aux directeurs régionaux mais ils tombent progressivement en désuétude. Créées par une circulaire du 23 février 1963, les Crac sont installées dans chaque circonscription d’action régionale et rassemblent les représentants de chacun des secteurs du ministère. Présidés par les préfets, leurs rôles se bornent à élaborer, en liaison directe avec les administrations centrales, une programmation des travaux et des activités du ministère en région.

Ces décrets de 1977 marquent une étape importante dans l’implantation du ministère de la Culture en région et donc dans sa permanence administrative jusque-là souvent menacée. Ils contredisent les tenants d’une conception du directeur régional qui aurait été un simple conseiller culturel du préfet de région sans autorité sur les services. Mais il faut encore attendre l’année suivante – 16 septembre 1978 – pour que le statut d’emploi du directeur régional soit publié. ■

À ne pas manquer :

Dans ses prochains numéros, *Cultures* consacraera une large place à ce quarantième anniversaire.

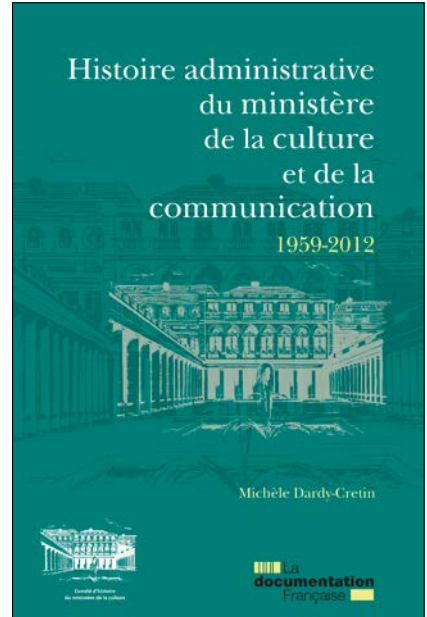
Pour en savoir plus :

L’implantation du ministère de la Culture en région, par Jean-Louis Bodiguel avec le concours de Michèle Dardy Crétin, publié en 2000 par le Comité d’histoire du ministère.

Le ministère de la Culture hier et aujourd'hui

La 2^e édition du guide *Histoire administrative du ministère de la Culture et de la Communication, 1959-2012*²⁶ permet aux agents de connaître les références des décrets fondateurs de chaque direction et les noms des hommes et des femmes qui les ont animées. L'implantation et le développement du ministère en région ont également été étudiés et ont fait l'objet de deux publications²⁷. Par ailleurs, le développement spectaculaire des établissements publics a conduit le Comité à publier un ouvrage sur ce sujet²⁸.

Depuis avril 2014, une **lettre d'information**²⁹ paraît chaque premier mercredi du mois. Elle relate les événements organisés par le Comité d'histoire et annonce ses dernières publications. Elle signale une sélection d'ouvrages et met en avant dans les *Échos de la recherche*, des journées d'étude, appels à projets, colloques ou rencontres, organisés par le milieu universitaire. Recensée sur le site intranet *Sémaphore* du ministère à la rubrique « Publications du ministère », cette lettre mensuelle offre aux agents et à ses abonnés un accès aux dernières actualités événementielles de la recherche culturelle.



26. *Histoire administrative du ministère de la Culture et de la Communication, 1959-2012*, Michèle Dardy-Cretin, Paris, La Documentation française, 2012.

27. Philippe Poirrier et Jean-Pierre Rioux (dir.), *Affaires culturelles et territoires*, Paris, La Documentation française, 2001, et Jean-Luc Bodiguel, *L'Implantation du ministère de la Culture en région*, Paris, La Documentation française, 2001.

28. Dominique Jamet (coord.), Jean Fosseyeux et Christian Pattyn (dir.), *Les Établissements publics sous tutelle du ministère de la Culture. Histoire administrative*, Paris, La Documentation française, 2004.

29. Accès en ligne et inscription : <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/La-lettre-d-information-du-Comite-d-histoire>

Une chronologie

Destinée à éclairer les agents et le grand public sur l'histoire du ministère, de ses institutions et des politiques qu'il mène depuis sa création en 1959 jusqu'à nos jours, la frise chronologique **60 ans d'action en 500 dates**³⁰, illustrée par des images et des extraits vidéo, a été réalisée et mise en ligne par le Comité d'histoire. Fruit d'un travail scientifique qui s'appuie sur des recherches approfondies et sur l'expertise de spécialistes des différents secteurs culturels et champs d'intervention du ministère, la frise reflète de manière documentée l'étendue de ses compétences et le temps long de son action. La frise est régulièrement mise à jour afin d'intégrer les évolutions législatives et réglementaires. C'est un instrument utile pour la formation d'accueil et la formation continue des agents.

The screenshot shows the website interface for the Ministry of Culture's 60th anniversary timeline. At the top, there is a navigation bar with the Ministry of Culture logo, a search bar, and social media icons. Below the navigation bar, there are menu items for 'Actualités', 'Nous connaître', 'Aides & démarches', 'Documentation', 'Régions', and 'Thématiques'. The main content area features a calendar navigation for January 1959, with a grid showing days from 02 to 08. A large image of the 'Comité d'histoire du ministère de la culture' is displayed on the left. The main heading reads 'Ministère de la Culture : 60 ans d'action en 500 dates' with a sub-heading '02 janvier 1959'. The text below describes the purpose of the timeline: to inform the public and agents about the ministry's history, institutions, and policies since 1959. It mentions that the timeline is based on scientific research and expert input, and is updated regularly to reflect legislative and regulatory changes. A note at the bottom states that the current version was updated in March 2020.

30. <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Ministère-de-la-Culture-60-ans-d-action-en-500-dates#/vendredi-2-janvier-1959-Ministère-de-la-Culture-60-ans-d-action-en-500-dates>

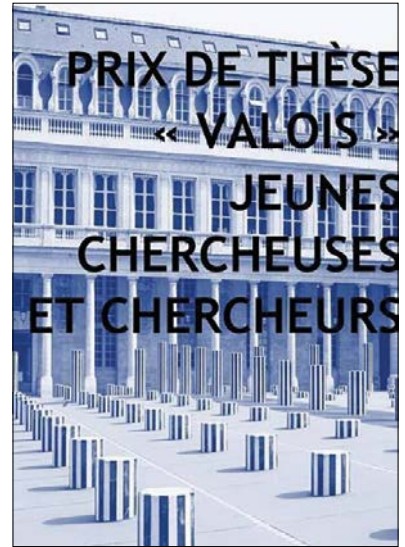
V – LE SOUTIEN À LA RECHERCHE

Le prix de thèse « Valois »

Créé en 2017 et placé sous l'égide du Comité d'histoire depuis 2019, le **prix de thèse « Valois » jeunes chercheuses et chercheurs**³¹ distingue des thèses de doctorat pour leur qualité, leur originalité et leur apport essentiel aux politiques culturelles du ministère de la Culture. Quels que soient les disciplines et les champs culturels (patrimoines, création, médias et industries culturelles), les recherches peuvent porter sur tous les aspects des politiques publiques : institutions, professions, socio-économie de la culture. Huit mille euros sont attribués à chacune des thèses primées chaque année pour financer leur publication.

Le Comité apporte son soutien à des initiatives universitaires portant sur ses champs d'études à l'instar des *Journées Diderot « Culture et politique »*³² organisées de 2016 à 2018 dans le cadre du master Politiques culturelles, animé par Laurent Fleury, professeur à l'université Paris Cité, ou encore le séminaire *Patrimoines et patrimonialisation : les inventions du capital historique XIX^e-XXI^e siècles*³³, organisé de 2018 à 2022 par le Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (université Paris Saclay).

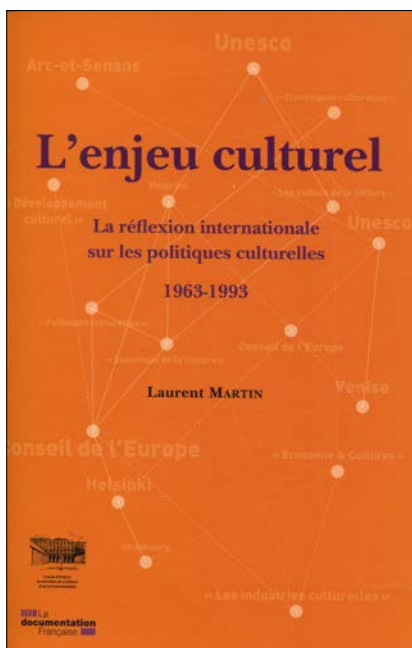
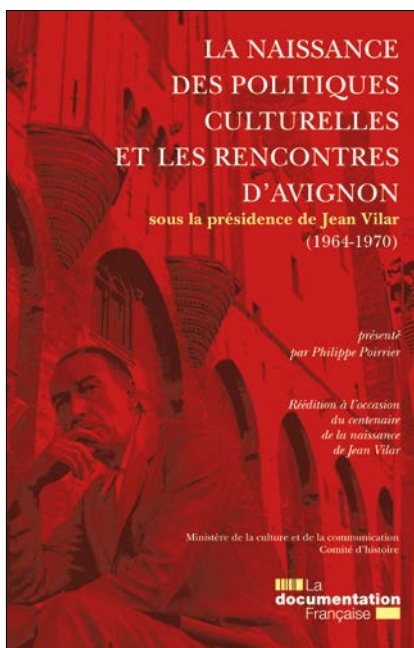
Depuis trente ans, le Comité d'histoire accueille régulièrement chercheurs, doctorants et journalistes en mettant à leur disposition les sources documentaires utiles à leurs travaux et en facilitant l'accès aux sources archivistiques. Alors maître de conférences, Philippe Poirrier fut, en 1995, l'un des premiers jeunes historiens à travailler avec le Comité d'histoire, publiant



31. Les dernières éditions : <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Recherche/Prix-de-these-Valois-Jeunes-chercheuses-et-chercheurs>

32. Les communications en ligne : <https://chmcc.hypotheses.org/3367>

33. Présentation du séminaire : <https://chmcc.hypotheses.org/11624>



notamment *La Naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon*³⁴ et une importante *Bibliographie de l'histoire des politiques culturelles*³⁵. On peut encore citer Philippe Urfalino, directeur de recherches au CNRS, auteur en 1996 de l'ouvrage *L'Invention de la politique culturelle*³⁶ et Laurent Martin pour l'ouvrage *L'Enjeu culturel. La réflexion internationale sur les politiques culturelles, 1963-1993*³⁷.

Un soutien est également apporté par le Comité d'histoire à des jeunes chercheurs en master pour l'orientation de leurs travaux de recherche (thématiques, ressources et sources).

Enfin, les membres et les correspondants du Comité sont sollicités pour présenter les différents travaux du Comité dans des séminaires universitaires (les recueils d'archives orales par exemple) ou pour suggérer des sujets à traiter par des étudiants en master.

34. *La Naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon sous la présidence de Jean Vilar (1964-1970)*, présenté par Philippe Poirrier, Paris, La Documentation française, 2012 (rééd.).

35. Philippe Poirrier, *Bibliographie de l'histoire des politiques culturelles, France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, La Documentation française, 1999. En ligne : <https://www.culture.gouv.fr/fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Ressources-documentaires/Publications/La-collection-Travaux-et-documents/Bibliographie-de-l-histoire-des-politiques-culturelles-France-XIXe-XXe-siècles>

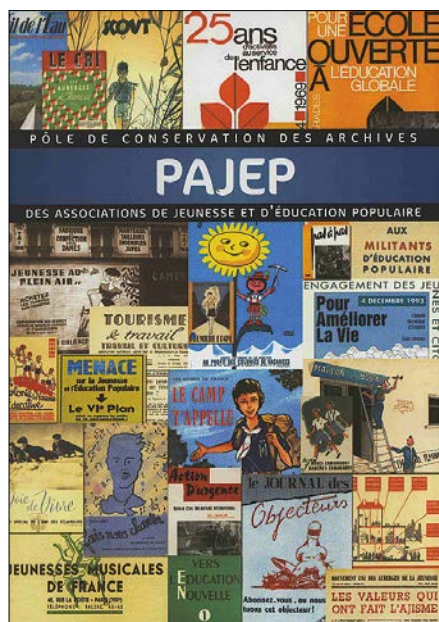
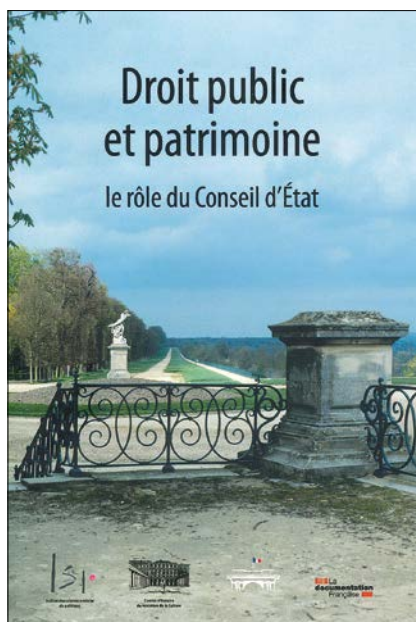
36. Philippe Urfalino, *L'Invention de la politique culturelle*, Paris, Hachette Littératures, 2011 (rééd.).

37. Laurent Martin, *L'Enjeu culturel. La réflexion internationale sur les politiques culturelles, 1963-1993*, Paris, La Documentation française, 2013.

en partenariat avec l'Institut des sciences sociales du politique, deux colloques sur le rôle du Conseil d'État dans les politiques de la Culture :

- **Droit public et patrimoine. Le rôle du Conseil d'État**⁴⁰,
- **L'invention du service public culturel. Le rôle du Conseil d'État**⁴¹.

Le Comité d'histoire est en outre membre du Comité scientifique du Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP)⁴² aux côtés des Archives nationales et de la direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire.



Enfin, le Comité d'histoire soutient le colloque du **Centenaire du 1^{er} congrès international de protection de la nature** coorganisé par l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE), la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF) et la Société nationale de la protection de la nature (SNPN) les 28 et 29 septembre 2023. Ce colloque étudiera la profondeur historique de la protection de la nature, son double héritage tant naturel que culturel.

40. Les actes publiés : *Droit public et patrimoine. Le rôle du Conseil d'État*, Paris, La Documentation française, 2019.

41. Les actes du colloque sont à paraître courant 2023.

42. À l'initiative du Comité, un dossier de présentation du PAJEP a été publié dans *Culture et Recherche*, n° 111, 2007, p. 3-5 : <https://www.culture.gouv.fr/fr/Thematiques/Enseignement-superieur-et-Recherche/La-revue-Culture-et-Recherche/Tous-les-numeros-de-Culture-et-Recherche>

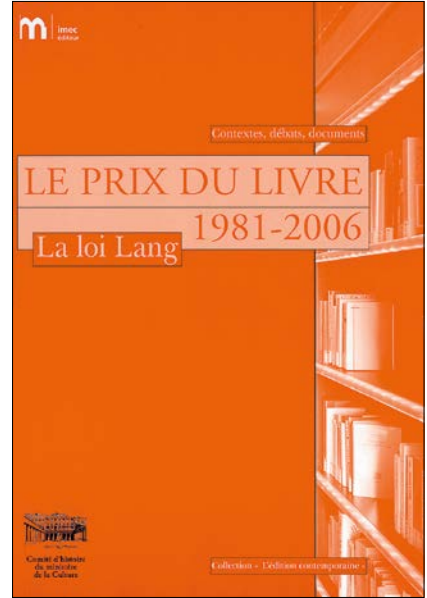
Les collaborations avec les lieux de conservation d'archives

En avril 2003, le Comité d'histoire a organisé en collaboration avec l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) et en présence de son auteur, une journée d'étude⁴³ consacrée à l'**histoire de la loi Lang** entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1982. Outre le ministre Lang, cette rencontre a réuni plusieurs protagonistes et témoins de la bataille pour le prix unique du livre.

En avril 2015, le Comité organisait en partenariat avec l'INA, une table ronde à la Bibliothèque nationale de France dans le cadre des Lundis de l'INA : *Les politiques culturelles de la France des années soixante à nos jours*. À partir de plusieurs séquences d'images d'archives issues des collections de l'INA, spécialistes et témoins ont retracé cette histoire et ses enjeux.

Par ailleurs, le Comité d'histoire intervient régulièrement aux **Journées de l'étudiant**⁴⁴ organisées par les Archives nationales. Ces ateliers sont l'occasion de présenter les travaux du Comité et de susciter des pistes de recherche.

D'autre part, le Comité d'histoire entretient depuis sa création des relations étroites avec l'Observatoire des politiques culturelles.



43. Les actes publiés: Olivier Corpet (dir.), *La Loi Lang. Le prix du livre 1981-2006*, Paris, IMEC, 2006.

44. Les communications des journées en ligne: <https://chmcc.hypotheses.org/3362>

VII – LE RAYONNEMENT DU COMITÉ D'HISTOIRE

Le site internet et les contenus numériques

Porter la connaissance historique à la plus large audience, au-delà du cercle des chercheurs, est une ambition forte du Comité d'histoire.



Les pages internet du site institutionnel consacrées à l'**Histoire du ministère**⁴⁵ offrent un accès à des contenus multiples ; outre le recensement des actualités événementielles et éditoriales du Comité depuis 1993 et diverses ressources documentaires, on y trouve des rubriques dédiées aux prémices du ministère, à sa création, ou bien encore une présentation des vingt-six ministres qui se sont succédé depuis 1959 à la tête du ministère chargé de la Culture ainsi qu'une chronologie en ligne.

Depuis une dizaine d'années, le Comité d'histoire développe une politique active de diffusion de contenus numériques.

Il administre le carnet de recherches intitulé « **Politiques de la culture**⁴⁶ » sur la plateforme Hypothèses.org (CNRS) sur lequel il publie les actes des séminaires qu'il organise ainsi que les ressources documentaires qu'il produit à l'occasion de ces événements.



45. Les pages Histoire du ministère : <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaitre/Decouvrir-le-ministere/Histoire-du-ministere>

46. Le carnet de recherches « Politiques de la culture » : <https://chmcc.hypotheses.org/>

Le carnet de recherches diffuse également une version anglaise de certaines des communications.

Avec près de 600 articles et 898 498 visites cumulées depuis sa création en 2014, ce carnet de recherches permet à la fois « une conversation scientifique » entre pairs et une « communication externe, de valorisation vers un large public ».

Des instruments de recherche en ligne : les guides des sources

En trente ans, le Comité d'histoire a développé une méthodologie pour mener à bien les travaux qu'il suscite, soutient ou coordonne, en commençant par identifier les matériaux déjà existants sur le sujet étudié. Il s'attache notamment à répertorier les archives disponibles et, depuis 2017, les met à disposition de la communauté scientifique en publiant des guides des sources numériques. Un premier guide⁴⁷ a été réalisé dans le cadre du programme de recherche **Histoire de l'enseignement de l'architecture au XX^e siècle** (HensA20). Il répertorie à ce jour plus de 900 fonds d'archives sur le sujet, dispersés dans plus de 180 services d'archives.

Guides des sources Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication

À propos Histoire de l'enseignement de l'architecture Grands Travaux culturels

[Guide des sources sur l'histoire de l'enseignement de l'architecture](#)

[Guide des sources sur les Grands Travaux culturels](#)

47. Guide des sources sur l'histoire de l'enseignement de l'architecture: <https://gtc.hypotheses.org/histoire-de-lenseignement-de-larchitecture>

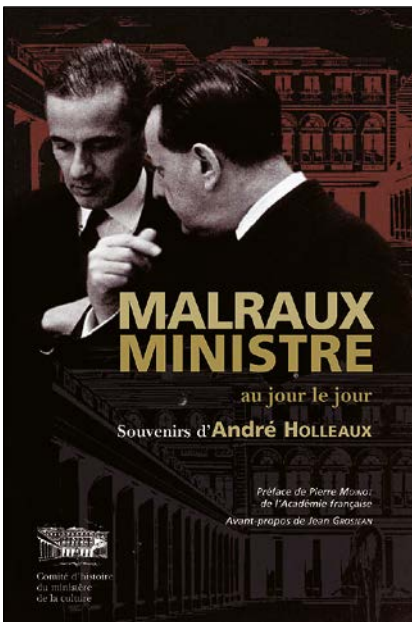
Le deuxième, conçu en collaboration avec la Mission des archives du ministère et en partenariat avec l'École nationale des chartes, est consacré aux **grands travaux culturels**⁴⁸. Pour chacun des 33 grands projets décrits dans le guide, on trouvera la description et l'indexation des fonds identifiés à ce jour. Un troisième guide dédié à l'**éducation artistique et culturelle** sera prochainement disponible en ligne.

L'objectif de ces guides des sources est de faciliter l'accès des étudiants et chercheurs aux archives dispersées dans des lieux de conservation variés et d'encourager des recherches dans des domaines jusqu'alors peu étudiés.

La radio

Le Comité d'histoire cherche à faire connaître ses travaux à la radio et en particulier à Radio France. On trouvera ci-après quelques exemples d'émissions autour des ouvrages et des actualités du Comité :

« Métropolitains », France Culture, 27 juin 2002, sur l'ouvrage *L'État et l'architecture*.



« Les matins de France Culture », 19 mars 2004, sur l'ouvrage *Malraux ministre au jour le jour*.

« La fabrique de l'histoire », France Culture, 8, 15, 29 mars 2004 et 13 avril 2007 : quatre émissions de 45 minutes consacrées au Comité d'histoire du ministère.

« Métropolitains », France Culture, 23 et 31 décembre 2008, sur l'ouvrage *André Malraux et l'architecture*.

« Les grandes traversées : batailles pour la culture », France Culture, série d'émissions produites par Maryvonne de Saint Pulgent, diffusées au cours de l'été 2011 à l'occasion du trentième anniversaire de l'élection de François Mitterrand en 1981 et de l'arrivée de Jack Lang. Ces émissions sont à l'origine de l'ouvrage *Jack Lang, batailles pour la culture. Dix ans de politique culturelle*.

48. Guide des sources sur les grands travaux culturels : <https://gtc.hypotheses.org/3381>

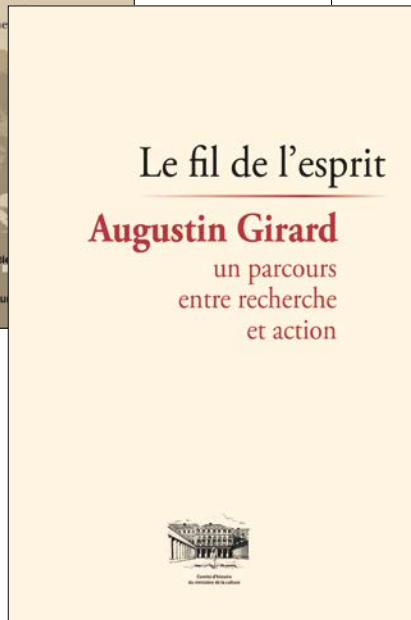
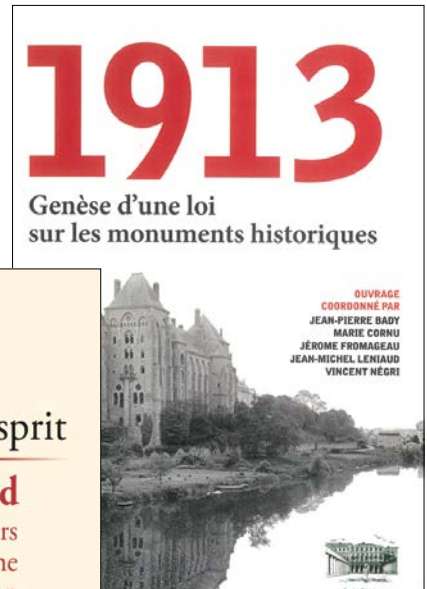
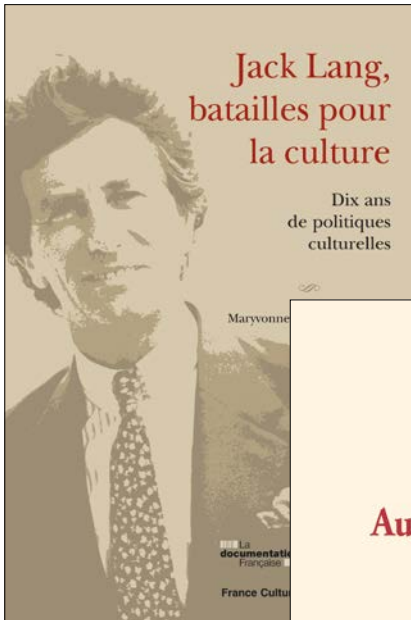
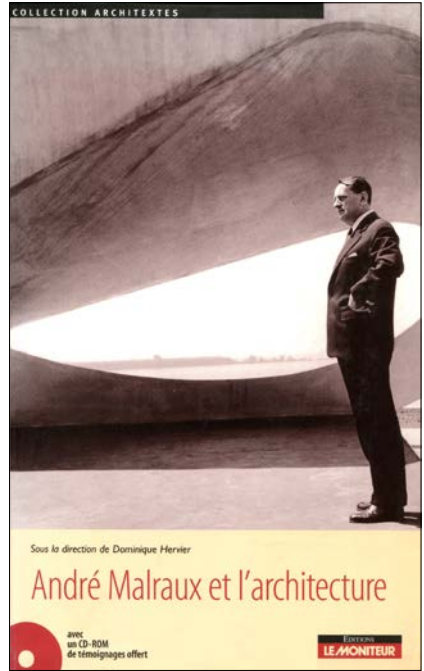
« Soft power », France Culture, 22 janvier 2012, sur l'ouvrage *Le Fil de l'esprit. Augustin Girard, un parcours entre recherche et action*.

« Service public », France Inter, 19 avril 2013, sur l'ouvrage *Jack Lang, batailles pour la culture. Dix ans de politiques culturelles*.

« La Fabrique de l'histoire », France Culture, 24 octobre 2013, sur l'ouvrage *1913. Genèse d'une loi sur les monuments historiques*.

« La marche de l'histoire », France Inter, 22 mai 2014, sur l'ouvrage *Le Cinéma : une affaire d'État*.

« Signes des temps », France Culture, 25 avril 2021, sur l'ouvrage *Les Années Lang, une histoire des politiques culturelles, 1981-1993. Dictionnaire critique*.



VIII – PROGRAMMATION 2023

Le 30^e anniversaire de la création du Comité d'histoire est l'occasion d'initier de nouveaux programmes de recherche et de nouvelles publications dans la continuité de ses travaux et en cohérence avec ses missions.

Séminaires et colloques

En octobre 2022, le Comité a ouvert la première année du séminaire pluriannuel consacré à *L'histoire des 50 premières années du Centre Georges-Pompidou : bilans et perspectives*⁴⁹, séminaire dont le comité scientifique est présidé par Pascal Ory et qui est coordonné par Brigitte Gilardet (historienne de l'art, chercheuse associée au Centre d'histoire de Sciences Po). Pour la session 2022-2023, sept séances s'attacheront à éclairer une pluralité de problématiques posées par et au Centre – politique, administrative, architecturale, artistique... – dans une perspective pluridisciplinaire. Ce séminaire s'accompagne d'une campagne de recueil de témoignages oraux des grands acteurs de l'histoire du Centre.

Deux colloques viendront ouvrir et clore ce 30^e anniversaire :

- En décembre 2022, *La République cérémonielle* ouvrira ces célébrations, tout en clôturant le programme de recherche initié par le Comité en 2015 sur *La cérémonie publique dans la France contemporaine*⁵⁰, conduit sous la direction scientifique de Maryline Crivello (vice-présidente CA de l'université d'Aix-Marseille, chercheuse [TELEMME AMU-CNRS], Patrick Garcia (Cergy-Paris Université/Agora) et Jean-François Sirinelli (Science Po Paris).
- En novembre 2023, le colloque *Les mondes des archives : 30 ans de métamorphoses* viendra clore cette année de célébrations.

49. Présentation et programmes du séminaire : <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Seminaires/Les-50-premieres-annees-du-Centre-Georges-Pompidou-bilans-et-perspectives>

50. Présentation du séminaire : <https://www.culture.gouv.fr/Nous-connaître/Decouvrir-le-ministère/Histoire-du-ministère/Evenements/Journees-d-etudes/La-Republique-ceremonielle-La-ceremonie-publique-dans-la-France-contemporaine.-Acteurs-scenographies-mediations>

Publications

Le Comité publiera sur le site du ministère de la Culture au cours de l'année 2023 une nouvelle chronologie en ligne sur les **grandes dates du régalien culturel** qui ont précédé la création du ministère des Affaires culturelles en 1959.

Trois ouvrages paraîtront en 2023 :

- *L'Artiste, l'administrateur et le juge*. Actes du colloque des 26-27 novembre 2021, **L'invention du service public culturel. Le rôle du Conseil d'État**, aux éditions La Rumeur libre ;
- à La Documentation française, le 5^e volume du projet « Mémoi » piloté par l'Institut des sciences sociales du politique (ISP/CNRS) sur la **genèse des grandes lois de la Culture, consacré à l'archéologie** ;
- Les actes des Rencontres du 16 juin 2022, **40 ans de Fêtes de la Musique**.

Focus sur l'histoire et les travaux du Comité d'histoire

Une série de podcasts sera diffusée tout long de cette année 2023 afin d'éclairer la genèse du Comité et de sensibiliser chercheurs, acteurs et grand public aux travaux de recherche menés par le Comité sur l'histoire et aux enjeux actuels des politiques et des institutions culturelles.

Une série de quatre « Midis de la culture », organisée en partenariat avec la Mission de la communication interne du ministère, permettra de mettre en lumière trente ans d'actions au service de la recherche sur l'histoire des politiques publiques de la Culture.



COMPOSITION DU COMITÉ

(septembre 2022)

Présidente

Maryvonne CHAMBODUC DE SAINT PULGENT, présidente de section honoraire au Conseil d'État, ancienne directrice du Patrimoine

Vice-présidents

Florence DESCAMPS, agrégée d'histoire, maîtresse de conférences à l'École pratique des hautes études

Jean-Sébastien DUPUIT, inspecteur général honoraire des Affaires culturelles, ancien directeur du Livre et de la Lecture

Jean-François SIRINELLI, professeur émérite des universités à l'Institut des sciences politiques de Paris

Personnalités qualifiées

Jean-Pierre BADY, conseiller-maître honoraire à la Cour des comptes, ancien directeur du Patrimoine, puis de l'École du patrimoine

Anne-Marie BERTRAND, conservatrice générale honoraire des bibliothèques, ancienne directrice de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques

Jérôme BOUËT, inspecteur général des Affaires culturelles, ancien directeur de la Musique, de la Danse, du Théâtre et des Spectacles, ancien directeur régional des Affaires culturelles

François CHASLIN, architecte, historien de l'architecture

Carole CHRISTEN, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Lille III

Chantal COLLEU-DUMOND, directrice du domaine et du Festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire

Florence CONTENAY, inspectrice générale honoraire du ministère de l'Équipement, ancienne présidente de l'Institut français d'architecture

Marie CORNU, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique

Olivier DONNAT, ancien chargé de recherche au Département des études, de la prospective et des statistiques du ministère de la Culture

Bertrand EVENO, inspecteur des Finances honoraire, ancien directeur du cabinet de Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, ancien président-directeur général de l'Agence France-Presse

Bernard FAIVRE D'ARCIER, ancien directeur du Théâtre et des Spectacles, ancien directeur du Festival d'Avignon

Anaïs FLÉCHET, maîtresse de conférences en histoire contemporaine, directrice adjointe du Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines de l'université de Versailles-Saint-Quentin

Marie-Christiane de LA CONTÉ, ancienne directrice régionale des Affaires culturelles des Hauts-de-France

Isabelle LE MASNE DE CHERMONT, conservatrice générale des bibliothèques, directrice du département des manuscrits à la Bibliothèque nationale de France

Francine MARIANI-DUCRAY, conseiller d'État, ancienne membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, ancienne directrice de l'administration générale du ministère de la Culture et de la Communication

Laurent MARTIN, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris III

Pierre-Michel MENGER, professeur au Collège de France

Christine NOUGARET, conservatrice générale honoraire du patrimoine, professeure à l'École nationale des chartes

Pascal ORY, professeur émérite des universités à l'université de Paris I, membre de l'Académie française

Isabelle RAMBAUD, conservatrice générale du patrimoine, directrice des archives départementales de Seine-et-Marne

Guy SAEZ, directeur de recherches émérite au Centre national de la recherche scientifique

Jacques SALLOIS, président de chambre honoraire à la Cour des comptes, ancien directeur du cabinet du ministre de la Culture Jack Lang, ancien directeur des Musées de France

Jean-Ludovic SILICANI, conseiller d'État honoraire, ancien président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), ancien directeur de l'administration générale au ministère de la Culture et de la Communication

Marie-Anne SIRE, conservatrice générale du patrimoine, inspectrice générale des monuments historiques

Blandine SORBE, directrice audit, conformité et cadre public – Comité d'organisation des JO Paris 2024

Emmanuel WALLON, professeur de sociologie politique à l'université Paris Nanterre

Membres de droit

Le secrétaire général du ministère de la Culture

Le directeur général des Patrimoines et de l'Architecture

Le directeur général de la Création artistique

Le directeur général des Médias et des Industries culturelles

Le délégué général à la Transmission, aux Territoires et à la Démocratie culturelle

Membres d'honneur

Hugues GALL, membre de l'Institut (Académie des beaux-arts), ancien directeur de l'Opéra national de Paris

Philippe POIRRIER, professeur des universités en histoire contemporaine à l'université de Bourgogne

Alain TRAPENARD, président honoraire de chambre régionale des comptes, ancien conseiller technique au cabinet du ministre d'État chargé des Affaires culturelles André Malraux

Germain VIATTE, conservateur général honoraire des musées de France

Correspondants

Arlette AUDUC, conservatrice en chef honoraire du patrimoine, docteure de l'École pratique des hautes études

Dominique HERVIER, conservateur général honoraire du patrimoine

Dominique JAMET, ingénieure de recherche honoraire

Secrétariat général

Geneviève GENTIL, conseillère

Agathe DE LEGGE, secrétaire générale

David FOUQUERAY, chargé d'études documentaires

Christophe FOUQUET-SPARTA, chargé de suivi logistique et administratif

Contact : comitehistoire@culture.gouv.fr

Adresse postale : 182, rue Saint-Honoré, 75001 Paris

Les anciens membres du Comité

Alain Auclair (2002-2013)	Jean Jenger † (1997-2007)
Catherine Bertho-Lavenir (2011-2018)	Marion Julien (2013-2018)
Chantal Bonazzi (1993-1997)	Michel Laclotte † (2002-2013)
Jérôme Bourdon (2011-2013)	Daniel Larrieu (2001-2013)
Guy Brajot † (1993-2013)	Henri Massadau † (1993-1997)
David Caméo (2013-2018)	Michel Melot (1993-2002)
Véronique Cayla (2013-2018)	Jean-Pierre Miquel † (1997-2002)
Jean-François Chougnat (1993-2007)	Pierre Moinot † (1993-2007)
Patrick Collard (2013-2018)	Raymonde Moulin † (1993-2007)
Jean Coural † (1993-1997)	Bruno Ory-Lavollé (2007-2013)
Alain Crombecque † (2007-2009)	Christian Pattyn (1993-2007)
André Dubost (1997-2013)	Christian Phéline (2013-2018)
Alain Erlande-Brandenburg † (1997-2002)	Philippe Poirrier (2002-2018), membre d'honneur
Michel Fontes (2002-2007)	Martine Poulain (1993-2002)
Jean Fosseyeux (2002-2007)	Dominique Poulot (1993-2007)
Hugues Gall (2007-2018), membre d'honneur	Paul Puaux † (1993-1998)
Marie-Claude Genet-Delacroix (1997-2013)	Jacques Rigaud † (1993-2012)
Chantal Georgel (2013-2018)	Jean-Pierre Rioux (1993-2007)
Augustin Girard † (1993-2007), président-fondateur	René Rizzardo † (2002-2010)
Gérald Grandmont (2002-2013)	Bruno Suzzarelli (2002-2007)
Jean-Claude Groshens † (1997-2002)	Jean-Yves Tadié (2007-2013)
Jean Grundler † (1993-2002)	Serge Toubiana (1993-1997)
Nathalie Heinich (2013-2018)	Alain Trapenard (1997-2018), membre d'honneur
Emmanuel Hoog (2007-2018)	Philippe Urfalino (1997-2002)
Ariane James-Sarazin (2013-2018)	Germain Viatte (1997-2018), membre d'honneur
	Jean-Pierre Vincent † (1993-1997)
	Pierre Viot † (1993-2013)

Fabrication : **Transfaire**
04250 Turriers
www.transfaire.com

Achevé d'imprimer : décembre 2022



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Le Comité d'histoire
du ministère de la Culture
182, rue Saint-Honoré,
75001 Paris



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Comité d'histoire du ministère de la Culture
182, rue Saint-Honoré, 75001 Paris
Courriel : comitehistoire@culture.gouv.fr



Comité d'histoire
du ministère de la Culture